

*La sécheresse dans l'Ouest*

Le député d'Assiniboia a apparemment présenté dans son rapport diverses recommandations qui n'ont pas été écoutées. Si c'est le cas, c'est le genre d'information qui devrait être communiqué aux Canadiens. S'il n'a pas fait ce rapport, d'où sont sorties les recommandations? A-t-on recommandé 150 millions de dollars? Les montants d'indemnisation pour la sécheresse versés au gouvernement de la Saskatchewan s'inscrivaient-ils dans le cadre des recommandations du député d'Assiniboia? Je crois que le versement moyen a été de \$6.88 par acre environ. Est-ce là le montant qui avait été recommandé, et est-ce qu'il a été effectivement versé? Ce sont des choses que les Canadiens ont le droit de savoir.

J'ignore pourquoi le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) a choisi ce moment pour proposer sa motion. Il y a toutefois une leçon à tirer de tout cela. Pour faire face à la sécheresse et aux autres désastres, les agriculteurs ont besoin d'un programme plus sérieux que les mesures de fortune qu'on leur propose actuellement. Les renseignements contenus dans le rapport du député d'Assiniboia, qui a été présenté au Cabinet, donneront peut-être au gouvernement une bonne idée du genre de programmes qu'il faudrait instaurer, des programmes qui ne seraient pas improvisés et qui ne contiendraient pas des éléments inacceptables. J'espère que l'on donnera des garanties aux cultivateurs afin qu'ils soient sûrs d'obtenir un bon prix pour leurs produits. En cas de tempêtes, de gel ou d'autres désastres qui diminuent leurs récoltes, le gouvernement devrait mettre des fonds à leur disposition pour qu'ils puissent au moins survivre.

L'Ouest du pays compte un bon nombre d'agriculteurs parmi les plus productifs du monde. La plupart d'entre eux ont du mal à joindre les deux bouts et ils ne pourront pas survivre bien longtemps s'ils n'ont pas la certitude de rentabiliser leur production l'année prochaine. Nous devrions peut-être voyager un peu pour recueillir le maximum de renseignements. Cela nous permettrait de mieux comprendre les problèmes financiers que connaissent continuellement nos producteurs de denrées alimentaires.

Si nous demandons ces documents, c'est pour deux ou trois raisons différentes. Premièrement, nous estimons que les Canadiens ont le droit de savoir quelle est la gravité du problème et ce que le gouvernement fait pour les résoudre. Deuxièmement, le gouvernement s'étant prononcé pour la liberté de l'information, il faudrait diffuser de grande quantité de renseignements pour aider les Canadiens à comprendre pourquoi le gouvernement prend les décisions qu'il prend. Troisièmement, nous devons compiler des renseignements afin de pouvoir nous en servir pour résoudre les problèmes causés par les désastres, de façon à ce que les agriculteurs ne soient pas toujours obligés d'aller demander de l'aide au gouvernement. Ils ne devraient pas avoir à dire au gouvernement qu'ils ont encore essuyé un désastre, que leur organisation n'a pas d'argent et qu'il faut donc puiser dans les deniers publics.

Le gouvernement renfloue volontiers les banques et les sociétés de fiducie qui ont des difficultés financières. Néanmoins, s'il doit donner de l'argent à 24,000 ou 30,000 agriculteurs qui ont des difficultés, année après année, c'est qu'il y a quelque chose qui cloche dans le système. Nous devrions utiliser les renseignements disponibles pour veiller à ce que ce genre de situation ne dure pas éternellement ou ne se reproduise pas.

J'espère que le gouvernement communiquera ce rapport, si toutefois il est disponible, non seulement au Parlement, mais au public.

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole après le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) dont le discours est peu à peu devenu plus intéressant. Je souscris à la dernière partie de ses remarques. Il importe que le Parlement trouve une meilleure solution permanente pour remédier aux désastres qui frappent l'agriculture.

Si nous perfectionnions le programme d'assurance-récoltes en y insérant une disposition qui assurerait automatiquement les agriculteurs contre les catastrophes naturelles, ce serait une solution qui nous permettrait de régler tous les problèmes causés par les dégâts infligés aux récoltes et par les catastrophes naturelles.

De nombreux députés ont visité des régions frappées par la sécheresse. Ma propre circonscription a souffert à la suite de la sécheresse en Alberta. Ils conviendront, je crois, que nous devons songer à améliorer le programme d'assurance-récoltes pour qu'il couvre les désastres. Nous n'avons pas besoin d'un groupe de travail comme celui dirigé par le député d'Assiniboia (M. Gustafson) chaque fois que nous connaissons une catastrophe naturelle.

Je crois savoir que les députés néo-démocrates et libéraux regrettent de n'avoir pu participer au groupe de travail. Je crois qu'ils en ont eu l'occasion. C'est d'ailleurs pourquoi ils voudraient connaître les recommandations qui ont été proposées. Le gouvernement va, bien sûr, transmettre les documents au député et à ceux qui ont présenté la motion. Il importe pour l'avenir que nous débattions des recommandations et de l'expérience que nous avons acquise à la suite de la grande sécheresse qui a sévi dans bien des régions de l'ouest du pays ces trois ou quatre dernières années.

• (1820)

Il ne fait aucun doute que les agriculteurs ont aujourd'hui du mal à tenir le coup lorsque survient une catastrophe naturelle. Les prix des produits sont tellement bas que simplement ils ne couvrent pas les coûts de production. Personne ne peut mettre de l'argent de côté en prévision des coups durs.

Je me rappelle qu'en 1955-1956-1957 la grêle avait détruit toutes les récoltes, trois années d'affilée. Mon exploitation a pu tenir le coup, toutefois, parce que nous avions pu dans les années antérieures épargner en prévision de semblables catastrophes. Aujourd'hui, ce n'est tout simplement plus possible pour mon voisin ni pour moi de faire cela ni d'ailleurs d'épargner en vue de remplacer les machines aratoires. Voilà à quel point la situation est grave aujourd'hui pour les agriculteurs de tout le pays.

Lorsqu'une exploitation agricole subit une catastrophe naturelle, comme c'est le cas pour bien des agriculteurs des Prairies depuis une, deux, trois ou même quatre années, il devient presque impossible de survivre même avec les programmes gouvernementaux. Je conviens qu'il nous faut mettre au point un bon programme d'assurance-récoltes qui permette aux agriculteurs de survivre à la sécheresse, aux tempêtes ou à toute autre catastrophe naturelle qui pourrait détruire complètement les récoltes.